



Les attentats « djihadistes » : un management de la terreur justifiant la militarisation de l'Europe pour le contrôle de la Russie et l'advenir du TAFTA/TTIP

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2016

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Le sens des attentats en Europe

A la suite des «11 septembre français» à répétition, nous découvrons très vite, comment la nomenclatura de la bien-pensance politique et en son sein les apparatchiks de service, instrumentalisaient instantanément ces événements. Nous découvrons, quasi en temps réel, la désignation des coupables, les déclarations de guerre, et surtout la mise en œuvre d'un arsenal de mesures liberticides accompagnant l'état d'urgence décrété dans la foulée et l'Etat policier que ces mesures allaient installer durablement en France, avec tous les abus qui n'ont pas manqué d'être au rendez-vous de cette aberration politique, consciencieusement pratiquée pour notre « bien » et notre «sécurité »!

Tout était clair pour le Pouvoir en place : nous étions en guerre contre la barbarie de fanatiques religieux qui s'en prenaient à « nos idéaux républicains », à « nos valeurs » et à « notre liberté d'expression » !

Après les 7, 8 et 9 janvier 2015, comme pour couronner une année dédiée au «terrorisme», on allait vivre le sommet de ce « management de la terreur » dans les événements en cascades du 13 novembre 2015 à Paris et des jours suivants à Saint Denis, puis le 22 mars 2016 à Bruxelles, le centre névralgique de l'UE et de l'OTAN et maintenant le 14 juillet à Nice, puis le 26 juillet à Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen en Normandie, sans oublier les épisodes terroristes survenus en Allemagne !

A la suite de ces attentats, notre pays a été sévèrement prié de s'abstenir de manifester, ou de s'en tenir qu'à des manifestations « statiques », prié de se terrer dans la peur, prié de fermer sa gueule de frondeur habituel, prié de se soumettre à la loi du silence et prié de ne rien chercher à comprendre ! Valls disait : « Chercher à comprendre c'est déjà excuser ! » Il n'y a donc jamais eu autant de manifestations dans les villes de France, depuis que ce Pouvoir a déclaré «l'état d'urgence », comme il n'y a jamais eu autant de violences policières concomitantes dans une France transformée à l'occasion de cet «état d'urgence » en dictature policière...

Tout est lié. Il y a bien évidemment un lien entre l'agitation sociale des deux pays, (la France et l'Allemagne), qui donnent le ton dans l'Union Européenne, et ce « terrorisme ».

Voilà donc où on en est à la suite de ces attentats plurifactoriels contre la démocratie, loi El

Khomri inclue! Le but du « djihadisme » de façade avec son « terrorisme » inhérent, était celui de nous faire peur, de nous dresser, de nous empêcher de protester, de nous maintenir dans le morcellement de la sidération, de nous obliger à rester dociles, de nous parquer dans l'espace de la « croyance » en un Pouvoir « innocent » sacralisé qui sait mieux que nous où est notre véritable bien, de détourner notre attention en pratiquant cette technique de diversion efficace !

Bref, le but était tout à fait « traditionnel » pour le Pouvoir, pas du tout une nouveauté sur le fond, mais une adaptation du terrorisme classique de l'Etat qui utilise désormais la supercherie de cette « nouveauté » d'importation que les praticiens de la terreur inhérente au pouvoir, ont appelé le « djihad », dans le but lui aussi « traditionnel » de nous leurrer, en organisant selon les circonstances du moment, un « management de la terreur » qui serait efficace. Cette « trouvaille » à la mode, venue encore des Etats-Unis, devenait pour l'Etat français, le nouveau moyen de dressage du peuple ajouter aux autres, dans la boîte à outils de la Monarchie républicaine absolue! Le pacte « sécuritaire » allait supplanter le « pacte de stabilité » et le budget à la défense allait faire un bond considérable en avant, au service de l'OTAN qui nous « protège » en veillant scrupuleusement sur « nos intérêts », comme chacun le sait et au détriment du « pacte de stabilité »!

Le dimanche 11 janvier 2015, au moment de la marche solidaire dans Paris, s'est forcément produite une récupération politique de la tragédie que nous venons d'évoquer. Ces événements « terroristes » étaient déjà en eux-mêmes l'objet d'une manipulation, qui n'a pas manqué de faire entendre aux citoyens que leur « embryon de démocratie » était en danger, que la liberté de pensée et la liberté d'expression, liberté de la presse, et notre liberté tout court, étaient menacées dans leur ensemble! Et en effet, aujourd'hui nous sommes dans un « état d'urgence » qui se prolonge à perpétuité avec ses cascades de mesures répressives qui enterrent littéralement toutes nos libertés chèrement acquises. L'Etat s'est ouvertement et enfin simplement révélé comme étant une réelle menace à notre liberté!

Il ne manquera pas, bien entendu, de nous affirmer que grâce à « l'état d'urgence » et donc à la perte de nos libertés, l'Etat policier aura pu « déjouer une multitude d'attentats » qui nous menaçaient directement! A partir du moment où il est évident, pour celui qui pense et qui observe attentivement, que c'est l'Etat lui-même qui manipule les vrais terroristes en les mettant au service de sa cause perverse, il est en effet facile pour lui de dire que ses services de polices ont « déjoué des quantités d'attentats potentiels » ! A la suite de l'attentat du 9 décembre 1893 à l'Assemblée Nationale, la police ayant en 1926 avoué la manipulation du terroriste Auguste Vaillant, celui-ci avait été guillotiné à la suite d'une enquête naturellement sabordée par le Pouvoir! Le commissaire chargé de l'affaire révélait dans son ouvrage que le laboratoire de la Préfecture de Police de Paris avait fourni les explosifs à Auguste Vaillant, manipulé par les agents de l'Etat pour l'exécution de cet acte terroriste, car l'objectif était de limoger les agitateurs et d'avorter l'insurrection des luttes sociales par une série de lois qui suivaient comme conséquence de cet attentat! L'Etat procède exactement de la même manière aujourd'hui...

L'Etat n'est pas « innocent », pas plus aujourd'hui qu'hier, comme l'histoire le révèle ! Il serait bien naïf de penser que nos Institutions seraient devenues, au 21ème siècle, des modèles de vertu ! Ce qui a été tout à fait possible en 1893 l'est encore en 2016...

Pourquoi ces attentats frappent-ils toujours le petit peuple qui n'a aucun pouvoir de décision

? Pourquoi les terroristes n'organisent-ils jamais leurs massacres en visant les donneurs d'ordres, les Pouvoirs, les hommes de l'oligarchie politique désapprouvés par les peuples ? La réponse cohérente est sans ambiguïté : parce que c'est le Pouvoir qui les suggère, les inspire, les encourage, les facilite, voire les organise ; même le Juge Trévidic en personne a confirmé cette réalité dérangeante; parce que le seul but évident de ces attentats est celui de faire peur au peuple ; parce que ces attentats entrent dans le «management de la terreur», ils servent les Pouvoirs qui veillent sur leur hégémonie et leur pérennité menacées. A qui profitent ces crimes ? Aux Pouvoirs et seulement aux

Pouvoirs.

Ce ne sont pas du tout des fondamentalistes salafistes, wahabites, takfiristes ou d'autres factions du radicalisme islamiste qui pourraient mettre en péril la liberté de la presse française ainsi que d'autres valeurs essentielles de la République. Mais, en revanche, c'est plutôt le Pouvoir politique, (celui-là même qui récupère, ces événements bouleversants, pour nous faire « croire » avec insistance que notre liberté d'expression est «réellement» menacée), qui pourrait être un danger pour notre embryon de démocratie. Car ce qu'il nous fait subtilement entendre, c'est qu'il serait le seul à se porter garant de nos libertés en demeurant l'unique rempart pour notre protection, le sacrifice des policiers froidement exécutés à Paris étant un atout majeur dans la trame cachée de son discours implicite.

Le Pouvoir politique, « récupérateur » de l'événement, en a profité pour proclamer à travers cette mobilisation à l'union nationale et internationale, jouant au pupitre des grandes orgues émotionnelles, que sa démocratie à l'occidentale était le seul credo possible du système établi. Son modèle était donc logiquement « l'axe du bien » qui se dressait contre « l'axe du mal ».

Depuis la seconde guerre mondiale et durant la guerre froide, cet « axe du mal » était le «communisme ». Le communisme ayant disparu en même temps que la guerre froide, (bien que le régime politique de la Chine, la plus grande puissance économique actuelle du monde, soit communiste) le « fanatisme du fondamentalisme islamique » devenait le nouvel « axe du mal », nécessaire à l'existence de « l'axe du bien » !

Cette « récupération politique » de la tragédie de Charlie Hebdo, (pour ne pas dire cette mise en scène) du meurtre de Montrouge et de la tuerie de la porte de Vincennes nous détournait clairement du regard lucide que nous devons porter sur les véritables causes de ce qui était appelé « barbarie », par le Pouvoir toujours plus désireux de renforcer ses moyens de contrôle en limitant ainsi les libertés citoyennes sous prétexte de protection et de surveillance nécessaire accrue! Cette stratégie voulait enrayer les possibilités, qui sont réunies, de passer à un nouveau stade de l'histoire de l'humanisation, celui qui pourrait enfin permettre une humanisation participative et émancipatrice de notre société humaine!

La répression s'organise depuis janvier dernier en France et toutes les mesures annoncées vont dans ce sens évident : il ne faut pas entendre de voix discordantes ! Des sites web qui publient des analyses parfaitement honnêtes, rationnelles, sur la situation, seront persécutés et bloqués. L'Etat se prépare à un « terrorisme intellectuel » en faisant mourir la liberté d'expression tout en prétendant qu'il ne fait que la défendre ! Tous les ultra libéraux (le Front National, le PR et le PS), forment une « sainte alliance » qui approuve ces mesures liberticides démultipliées.

Déjà des professeurs d'Universités font l'objet d'intimidations de la part de l'Etat. Des enseignants ont déjà été licenciés pour avoir simplement suggéré qu'il y aurait un lien (ce qui est parfaitement juste) entre l'impérialisme et le terrorisme ! Ce fut le cas de licenciement très concret pour un enseignant qui avait fait le lien direct entre la politique étrangère de la France et le terrorisme, ce qui est pourtant la vérité incontestable !

Les journalistes des chaînes de télévisions officielles redoutent les plateaux en direct et interviennent vigoureusement pour interdire la parole de toute personne qui se permettrait de faire le lien entre politique étrangère de la France et le terrorisme !

L'état d'urgence a été prolongé. Il devait cesser le 26 juillet 2016 et voilà qu'il est soudainement reconduit pour trois mois depuis les événements de Nice. Le droit s'est rétréci. Les bavures policières sont devenues courantes : on les compte par milliers ! Dans cette situation, l'utilisation du « management de la terreur » se fera chaque fois que le Pouvoir sentira le contrôle de la population lui échapper ou lorsque les prochaines élections annonceront sa disqualification... Le choc des attentats a la vertu de détourner l'attention et installe la confusion dans les esprits. Les gens fragiles ne savent plus : Hollande passait du jour au lendemain d'une popularité de 13% à une popularité de 29% après le 13 novembre!

Déjà en 1996, le Gouvernement de l'époque avait considéré les agissements du Groupe de Roubaix comme des « actes criminels de droit commun », dit le Juge Trévidic dans son livre « Terroristes », page 277. Il ajoutait : « Quelque temps plus tard, des connexions entre ce groupe et celui de Fateh Kamel, à la fois proche du GIA algérien et d'Al Qaïda, furent mises en lumière. Il s'agit d'un bon exemple de dossier dans lequel le pouvoir politique est venu mettre son nez et a sensiblement compliqué le fonctionnement de la Justice », (idem. p.277) pour ne pas dire falsifier carrément le dossier et détourner à son profit des événements qui faisaient partie d'un management de la terreur ayant pour but de le conforter dans son pouvoir plus que fragilisé par des politiques inefficaces et des promesses fallacieuses.

Le juge anti terroriste, Marc Trévidic, a démissionné de son poste en déclarant dans les medias son écoeurément pour « une justice se moquant éperdument de la vérité » ! Que ce soit les medias dans leur ensemble ou les experts en criminologie, tous, sans exception, ont été pleinement satisfaits de savoir ces terroristes abattus, même si, très vraisemblablement, les véritables assassins courent encore tranquillement parmi nous et se préparent à refaire le même genre d'opération, en utilisant les réserves de terroristes qui seront sacrifiés ensuite, dès que le Pouvoir aura besoin de leurs services pour recréer la sidération des citoyens pétrifiés devant la toute puissance de la répression policière. L'affaire Charlie Hebdo, Montrouge et Porte de Vincennes est en effet arrivée après l'affaire Mérah, (malgré l'avalanche des lois répressives qui surviennent après chaque attentat), comme cela était logiquement prévisible! L'affaire du massacre du Bataclan et toute la suite est encore arrivée, comme cela était logiquement prévisible ! Il est donc tout naturel de penser que ce type d'événements se reproduira encore au moment opportun pour le Pouvoir; car on peut remarquer la permanence de l'opportunisme dans ces événements « terroristes »... Il s'agit bien d'un «management de la terreur » !

Pourquoi le Pouvoir devrait-il créer et recréer régulièrement ce choc chez les citoyens? Pour légitimer une régression spectaculaire des libertés. Et, en effet, nous avons eu le droit à de nouvelles mesures à travers la Loi « Terrorisme » qui a été adoptée après Charlie! Je renvoie le lecteur au texte et aux aménagements de textes qui ont été globalement adoptés par le Parlement, en se reportant directement [au site](#).

Il faut «croire» et «consentir»: voilà l'injonction qui nous est faite à tous. Nous sommes «normaux », si nous « croyons » ! Nous sommes « anormaux », si nous affichons notre «incroyance », si nous osons douter de la Foi inconditionnelle qu'il faut avoir dans le Pouvoir. C'est la résurrection de l'Inquisition : l'État et les Lois Valls anti terroristes, tout comme le Patriot Act aux États-unis, font rigoureusement la même chose que ce que faisait autrefois l'Inquisition. Cette nouvelle inquisition dispose exactement des mêmes moyens qu'autrefois: la Loi qui condamne les intentions, le comportement jugé arbitrairement déviant, hérétique, libertaire, incroyant, « non conventionnel » ; la police qui a carte blanche pour surveiller, accuser et arrêter les personnes ; la justice qui incarcère à tour de bras et le droit particulier anti-terroriste qui autorise à martyriser «abusivement » l'individu comme cela a été le cas en France pour Julien Coupat aux mains du juge Bruguer, comme cela est tous les jours le cas pour les nombreux détenus de Guantanamo et d'ailleurs...

La militarisation de l'Europe

Tout cela entre dans une stratégie globale destinée à provoquer la militarisation de l'Europe. Les Etats-Unis pouvaient envisager ce qu'ils ont planifié à condition d'avoir le contrôle sur l'Europe. Ils ont le contrôle sur l'Europe par l'OTAN. Il était donc nécessaire de renforcer la présence et les moyens de l'OTAN comme le nombre des pays placés sous le commandement unifié de l'OTAN !

Les USA veulent neutraliser la Chine et la Russie à l'Est. L'OTAN contrôle désormais tout l'Est de l'Europe. Le financement des Talibans était lié au gazoduc transafghan. En Tchétchénie et en Ukraine aujourd'hui, les USA ont pratiqué la cooptation de militants Tchétchènes...

Les lieux en guerres civiles, les pays les plus troublés de la planète, sont aussi les régions du monde où se trouvent les énergies fossiles et où se trouvent les plus nombreuses bases militaires US. Les régions où le « terrorisme » s'est développé le plus, sont aussi les régions qui sont stratégiques pour le contrôle de l'énergie. Ces régions sont militairement, économiquement et politiquement sous la domination des USA. Aujourd'hui, les Etats-Unis à travers l'OTAN et avec le soutien inconditionnel de l'UE, ont financé, armé et porté au pouvoir à Kiev, des gens peu recommandables mais qui ont l'avantage d'autoriser les multinationales américaines à s'installer en Ukraine et à ceinturer la Russie en agitant le chantage de sanctions basées sur des accusations arbitraires et sur l'idéologie du PNAC pour la domination incontestée de l'impérialisme des Etats-Unis déclarés «Axe du bien» et seuls garants de la sécurité en Europe. Le 11 septembre américain n'était plus suffisant pour légitimer le plan PNAC mis en application à partir de l'Irak. Il fallait un nouveau « 11 septembre », cette fois-ci français, pour relancer la « légitimité » en envoyant ainsi nos plus grands bâtiments de la flotte de guerre dans la mer Noire et au large de la Syrie dont la chute est déterminante pour l'aboutissement de ce projet pour le nouveau siècle américain (PNAC).

Pour justifier un Ordre Mondial, il était indispensable de créer d'abord un Désordre Mondial. Pour cela il fallait organiser et promouvoir le terrorisme islamiste dans tous les pays musulmans, ceinturant le noyau dur de la Russie et de la Chine, en résonance avec la théorie du « choc des civilisations », et de même ressusciter et promouvoir le néo nazisme en Ukraine, afin de créer le désordre en Europe sur la frontière du colosse Eurasiatique... La crise de l'ex Yougoslavie avait été un premier essai pour tester les effets de la déstabilisation de l'Europe, grâce à la même méthode d'un djihadisme importé artificiellement dans les pays ciblés, comme nous le savons tous désormais...

Pour bon nombre de pays de l'Union Européenne, trop indociles aux poncifs ultra libéraux et néo conservateurs du «Califat américano-israélien», ce sera le TAFTA ou TTIP et autres «accords» unilatéraux dignes de la dictature, qui seront destinés à enlever toute souveraineté aux Nations européennes en les soumettant à sa loi de Nouvel Ordre Mondial. Cette programmation meurtrière de l'Europe sera-t-elle mise en échec elle aussi ?

Il n'y a donc pas de guerre contre le terrorisme. Cette guerre se fait par procuration, par « proxys » dit Gearóid ó Colmáin sur Méta TV International le 18/11/2015. Un « proxy » est un outil informatique qui sert d'intermédiaire. Cette guerre utilise donc les terroristes comme un proxy (de simples intermédiaires) afin de lutter sur le terrain contre les Etats Nations qui résistent, pour de multiples raisons, au projet PNAC américano israélien.

Nous avons actuellement à faire à une forme « d'engineering migratoire coercitif » qui va aggraver la situation en Europe. Tout cela prépare le terrain d'une guerre civile inévitable et voulue et donc la militarisation de toute l'Union Européenne.

Des troubles sociaux vont éclater entre les travailleurs montés les uns contre les autres. Les profiteurs d'en haut, les vrais Pouvoirs, tireront leur épingle du jeu ainsi que toutes les entreprises à leur service, comme l'industrie de l'armement, les renseignements, le contrôle, les medias de masse, la finance... La liberté annoncée par Internet sera réduite à néant, en théorie. Mais cette idéologie est dans l'aléatoire complet. Pour ma part, je ne crois absolument pas que le terrorisme frappant la France, aurait comme cible les «valeurs de la République », notre « manière de vivre » « d'être », de « penser » la vie ! En revanche, je crois que l'Etat veut installer un contrôle sur les citoyens qui sont des ennemis a priori, menaçant le système ultra libéral tel qu'il a été volontairement installé chez nous et qui est l'unique cause de la crise faisant des millions de chômeurs et de «laissés pour compte». Le Pouvoir et ses élites oligarchiques veulent bâillonner le peuple en pratiquant les « perquisitions administratives » dans une dérive totale de dictature au nom de « l'état d'urgence » et la militarisation progressive de l'espace européen. Toute contestation du Pouvoir est jugée «terroriste» en ce moment et les manifestations dans la rue sont, en principe, interdites : tous les militants sont sous haute surveillance. On est à nouveau dans l'ambiance politique de Vichy et la mort annoncée de la Constitution.

Mais cette volonté actuelle du Pouvoir reste théorique, car nous constatons que plusieurs manifestations importantes ont déjà eu lieu, mobilisant les jeunes, notamment, dans la rue. Aujourd'hui le mouvement citoyen « Nuit Debout » s'affirme durablement non seulement sur la Place emblématique de la République à Paris mais aussi dans les grandes villes de France. Hollande a reculé sur tous les plans depuis le discours devant le Congrès à la suite des attentats de novembre à Paris et la France entière refuse de se faire bâillonner : elle proteste et se mobilise en annonçant déjà qu'elle n'en restera pas là...

En Europe, c'est surtout la déstabilisation de l'Allemagne qui est visée à travers le flux énorme migratoire organisé par les USA et la Turquie. Le but c'est d'empêcher à tout prix un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie. Cette association et bonne entente entre ces deux pays sont jugées incompatibles avec le projet du Nouvel Ordre Mondial. L'Allemagne a été intentionnellement débordée par l'arrivée massive de réfugiés et aujourd'hui la France a « fermé ses frontières » !

L'Europe de Schengen est mise à mal et les Anglais ont voté massivement pour la sortie de l'Union Européenne: l'objectif ne serait-il pas la dislocation de l'Union Européenne en même

temps que la pression placée sur la France pour qu'elle aide à la précipitation de la chute de Bachar El Assad ?

Pourquoi les réfugiés sont-ils poussés en masse vers l'Allemagne ? Ce qui est évident, c'est qu'il n'y a aucune politique européenne contrôlant cette immigration massive destinée à couper l'Europe de la Russie. De toute évidence, on suggère aux peuples européens d'avoir peur ! Tous les Gouvernements faisant partie de l'OTAN mentent : ils ne pratiquent pas un combat contre le terrorisme mais ils pratiquent, dit un expert Allemand sur le terrorisme, Christoph Hörstel, interrogé sur RT Deutsch : « un management de la terreur ». Il poursuit son commentaire en disant que les pays européens sont à la veille d'une nouvelle crise financière d'envergure, que les Gouvernements ont d'énormes problèmes de politique intérieure qui pourraient pousser les peuples à des révolutions radicales. Les oligarchies politiques sont menacées par la situation de crise majeure dans laquelle elles nous ont acculés. Un attentat ou une menace de guerre mobilise toute l'attention des peuples, surtout lorsqu'ils sont directement touchés comme cela a été le cas à Paris et à Bruxelles et maintenant à Nice. La stratégie a été exactement la même avec le WTC. La crise des «Subprimes» n'allait pas tarder après ces événements du 11 septembre 2001. Le Gouvernement Merkel a demandé aux Allemands de faire des réserves de nourriture, d'eau et d'argent liquide pour résister 10 jours, prévenant ainsi la menace d'une attaque russe sur l'Europe de l'Ouest ! (Cf., <http://www.faz.net/.../f-a-s-exklusiv-so-will-die-bundesregie...>)

Le bouc émissaire

Avec le « djihad », le bouc émissaire, l'ennemi extérieur était tout trouvé. Les amertumes et les mécontentements étaient dirigés sur les fauteurs de troubles, et c'était l'occasion rêver pour éliminer toutes les libertés et ainsi contrôler le peuple de manière radicale avec son consentement que la propagande se dépêchait de diffuser sur les ondes annonçant, en ce qui nous concerne, que « 92% des Français acceptaient » béatement toutes les mesures liberticides actuelles et les perquisitions administratives musclées en cascades, bref, la dictature de Vichy avec une police aux ordres de cette oligarchie politique, sous le noble prétexte de la « sécurité » des Français ! « Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage ! »

Le Pouvoir ne peut pas laisser des gens vouloir s'attaquer à la mafia financière gérée par la Banque Centrale Européenne... C'est pour ces raisons que les oligarchies politiques ont besoin du « terrorisme » et du « management de la terreur ».

Qu'est-ce que le 11 septembre a permis objectivement ? - L'invasion illégale de l'Irak - Une fabrication mensongère de la justification illégale (les armes de destruction massive) - Les assassinats extrajudiciaires - La torture légale (Guantanamo et autres centres) - Le kidnapping organisé - La détention illimitée des soi-disant « terroristes » - La surveillance de masse - La normalisation du profilage racial - La criminalisation de la dissidence - les « Kill-List » et exécutions arbitraires par drones...

Quand on entend des Wauquiez ou des Sarkozy demander des « camps d'internement pour les gens radicalisés », ce que disait également à sa manière, la journaliste Nathalie Saint-Cricq sur France 2, brillant par son exceptionnelle intolérance, on sait déjà que voter une telle loi serait impossible puisque tout à fait anticonstitutionnelle ! En second lieu, qui et comment pourrait-on décider que quelqu'un est « radicalisé » ? Qui va juger le degré de radicalisation d'une personne ? « Qui va dire qu'un individu sur une sorte d'échelle de Richter est à 4, 5, 6 voire 7 ou plus de la radicalisation », demandait le Juge Trévidic sur un

plateau de TV ?

Il y a des milices de volontaires, à l'instar de ce qui s'est passé dans la France de Vichy, qui comme Nathalie Saint-Cricq, sont tout à fait disposés à restaurer l'Inquisition en imposant par la loi ce que les citoyens sont autorisés à penser... Mr Trévidic ajoutait que des idées pareilles exprimées par un SARKOZY comme par WAUQUIEZ, « sont des tests d'irresponsabilité absolue et d'un saugrenu consternant » ! Si les Français en grand nombre approuvaient de telles aberrations il y aurait alors vraiment de quoi désespérer de la France. Tout cela signifierait vouloir préparer sciemment la guerre civile en France... Le syndicat de la Magistrature a déclaré que « la France a tout à perdre à cette suspension, même temporaire, de l'Etat de Droit ». Lutter contre le terrorisme, c'est d'abord protéger nos libertés sans céder à la spirale guerrière qui, on le sait, n'a jamais rien résolu dans ce genre de situation, mais c'est pourtant la « déclaration de guerre » que nos « gouvernants » ont choisi de faire, puisqu'il ne s'agit pas de lutter contre le terrorisme mais d'utiliser le « djihad » come bouc émissaire.

La bataille qui vient de faire des centaines de blessés et de morts à Paris et à Bruxelles, puis à Nice, puis à Saint-Etienne-du-Rouvray, puis en Allemagne, fait partie d'une guerre qui va continuer jusqu'au moment où elle se sera transformée en guerre civile, les Français musulmans et toute la communauté musulmane qui vit en Europe étant la cible qui viendra peu à peu focaliser les ressentiments des masses, comme les Juifs furent la cible peu à peu visée par le parti nazi d'Hitler élu « démocratiquement » par le peuple Allemand !

Depuis les attentats du 13 novembre 2015, le CFCM a recensé 25 actes islamophobes extrêmement violents sur le territoire national. Des lieux de culte ont été vandalisés ; un homme a tiré au fusil de chasse sur un musulman à Cambrai. Sept musulmans ont été directement agressés...etc. Il est évident que toutes ces actions répétées partout en

Europe, comme celle même plus anodine de la nuit du 1er au 2 août 2016 à Venise, ont pour effet direct de semer le soupçon d'une partie de la population européenne sur les musulmans et de la pousser aux mécanismes de rejet, voire de violence : la guerre civile dans l'Union Européenne, justifiant à son tour la militarisation de l'Union Européenne c'est-à-dire le cautionnement de l'OTAN et un renforcement de ses moyens... Déjà, actuellement nos militaires s'entraînent au scénario de la guerre civile dans le cadre des cités de chez nous! En effet, à qui profitent ces actions violentes sur notre territoire? Aux intérêts américains qui sont essentiellement garantis par l'OTAN ? Face à la vague de contestation actuelle de l'OTAN par plusieurs pays de l'UE, notamment des pays de l'ex- URSS, les Etats-Unis devaient organiser le chaos qui rende nécessaire leur présence et leur « protection » renforcée!

La toute première impression ressentie en notre for interne, c'est que quelqu'un veut impérativement provoquer la guerre civile en France et dans toute l'Europe, se traduisant par une chasse aux sorcières du bouc émissaire musulman partout où il se trouve, comme Vichy faisait la chasse aux Juifs pour plaire aux Nazis ! Après l'affaire du «burkini », on trouvait «comme par hasard» trois femmes voilées terroristes ayant comploté dans la préparation d'une voiture piégée, remplie de bombes de gaz, mais non encore reliées à un système de mise à feu, à côté de la cathédrale Notre Dame à Paris! Là aussi « l'in vraisemblable » est spectaculaire, mais nous ne sommes plus à une invraisemblance près ! Combien de Français seront tombés dans le piège de la manipulation par cette désignation sournoise d'un bouc émissaire découvert à point nommé?!

Qu'est-ce que les lois liberticides peuvent changer concernant le terrorisme ? Quelle est donc la crédibilité que l'on peut accorder au « dispositif d'état d'urgence » et du plan «sentinelle »? Qu'apportent avec elles toutes ces mesures extraordinaires qui ne changent absolument rien à l'efficacité du terrorisme à part de nous conduire tambour battant vers une militarisation de toute l'Europe ? A quoi sert-il d'aller massacrer des centaines d'innocents en Syrie par des bombardements insensés sur les populations qui sont déjà les victimes de ces sauvageries rendues possibles et entretenues par l'Occident et ses alliés des pétromonarchies? Qui retire le plus d'avantages de tout cela ? Je ne vois qu'un seul bénéficiaire : les USA qui préparent un nouveau plan « Marshal » en Europe appelé TAFTA/TTIP et L'OTAN qui peut espérer voir l'augmentation substantielle de ses budgets et le complexe militaro-industriel Yankee celui de ses bénéfices !

Le « terrorisme » utilisant le « djihadisme », avait pour but de provoquer peu à peu les réformes liberticides des peuples bien trop émancipés pour le projet prédateur des USA en Europe. Il avait aussi pour but de rendre « légitime » la militarisation progressive et accélérée de l'Europe. Il avait pour but de provoquer une peur de la déflagration de l'Union Européenne dans une troisième guerre mondiale. Le projet américain du TAFTA/TTIP a pour but de verrouiller les magistratures nationales ainsi que les autorités civiles, militaires et policières des pays de l'UE. C'est ce projet qui nécessitait l'organisation d'un « management de la terreur » !

Les USA voient le grand marché européen « libéralisé », venir soutenir avantageusement leur système monétaire sur le point de rendre l'âme avec la faillite économique qui menace l'empire capitaliste depuis que la dette de l'Amérique du nord a depuis longtemps dépassé les mille milliards de dollars! Notre ennemi n'est pas le « djihad », ni les djihadistes, mais le plan PNAC au service de l'idéologie ultra libérale, le système monétaire mondialisé qui ne veut pas être débouté par les BRICS ni recadré dans une position qui le remettrait à sa place réformée à l'occasion, au service de l'économie réelle. Notre ennemi c'est l'Empire monétaire des banques et de la haute finance dont le credo incantatoire répète rituellement la « domination du monde » et la soumission des peuples ! C'est la raison pour laquelle il lui faut la guerre coûte que coûte... et notre anéantissement !

Jean-Yves Jézéquel

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Yves Jézéquel](http://www.jezequel.com), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](http://www.jezequel.com)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également

depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca